

Communiqué de presse

Parti ouvrier populaire jurassien – Case Postale 2208 – 2800 Delémont -
popjura@bluemail.ch – Responsable : Pierluigi Fedele (079 / 384 00 24)

Delémont, le 12 mai 2008

Notre santé nous appartient ! NON au diktat des caisses maladie !!

Le 1^{er} juin nous serons appelés à voter sur l'article constitutionnel faussement intitulé « *Qualité et efficacité dans l'assurance-maladie* ». Derrière ce titre ronflant se cache la volonté de l'extrême droite et du lobby des assureurs de démanteler l'assurance maladie de base, pour faire passer ses prestations dans les assurances complémentaires plus onéreuses pour le citoyen, mais qui rapporteraient beaucoup plus aux assurances.

De plus, le transfert de l'intégralité de la gestion financière du système de santé publique aux caisses maladie, privera les Cantons et les citoyens de leur compétence de contrôle et de gestion hospitalière.

Ce projet veut supprimer le libre choix de leur médecin aux patients. Les malades chroniques et les aînés en pâtiraient les premiers: leur médecin, coupable de prescrire des traitements jugés trop coûteux ou trop longs, pourraient ne plus être remboursés. Alors que toujours plus de personnes âgées ne se soignent pas, culpabilisées de « coûter trop cher », une telle proposition est révoltante!

Les médecins l'ont bien compris, eux qui appellent à travers leur association faïtière à refuser ce texte. Pour les promoteurs de la contre-réforme, il s'agirait d'augmenter la « responsabilité individuelle » des assurés. L'objectif est on ne peut plus clair: les assurés devraient assumer plus de coûts eux-mêmes via les franchises et quotes-parts, avec les conséquences anti-sociales que cela implique pour la classe moyenne et les bas revenus.

Ce texte prévoit une médecine à deux vitesses: des soins de qualité pour celles et ceux qui peuvent s'offrir de lucratives complémentaires, le minimum pour les autres.

Le POP jurassien entend combattre la hausse des primes, mais sans que cela soit fait sur le dos de la classe moyenne et des gens les moins aisés. Un véritable service public de la santé, soustrait à la logique marchande, doit être instauré. La pression sur l'industrie pharmaceutique doit également être renforcée. Le POP jurassien vous invite à refuser cette contre-réforme rétrograde. Notre santé n'est pas une marchandise.

Le 1^{er} juin le 3XNON s'impose !

POP jurassien